

ANALYSES JANVIER 2017



FAIR ACADEMY ET CHALLENGE ETUDIANTS (PARTIE 2)

**L'ÉCONOMIE SOCIALE, UN SUCCÈS...
QU'EST-CE QU'ON EN FAIT ?**



FUCID

FORUM UNIVERSITAIRE
POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militants du monde associatif, les citoyens issus des pays dits « du Sud » et les académiques. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées aux relations Nord-Sud, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'université, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

Analyses Janvier 2017

FUCID asbl, Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur

Tél. : +32 (0)81 72 50 88

Fax : +32 (0)81 72 50 90

fucid@unamur.be • www.fucid.be

FAIR Academy et Challenge Etudiants (partie 2)

L'ÉCONOMIE SOCIALE, UN SUCCÈS... QU'EST-CE QU'ON EN FAIT ?

La première partie de l'analyse s'attachait à déterminer si l'enthousiasme des candidats au Challenge Etudiants¹ et à la FAIR Academy² vis-à-vis de l'entrepreneuriat social était un élément isolé ou s'il traduisait un intérêt grandissant du public pour cette alternative. Le recours à quelques statistiques a confirmé l'intuition des membres du jury³, qui penchaient plutôt pour la seconde option.

Il serait dommage d'arrêter là la réflexion, car la mobilisation des candidats peut s'avérer un outil précieux pour faciliter la transition vers l'économie sociale et d'autres alternatives au néolibéralisme. Cette deuxième partie invite à se tourner vers l'action collective : l'engouement de plus en plus conséquent pour « une autre façon de faire de l'économie » peut-il devenir le vecteur d'un changement structurel dans ce sens ? À quel niveau agir ? Des ateliers de réflexion collectifs avec le Bureau Économique de la Province (BEP), l'asbl Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises (SAW-B), d'autres membres du jury et des candidats du Challenge Etudiants et de la FAIR Academy a émergé une préoccupation commune : celle de la formation.

L'éducation, un levier pour changer le monde

La première partie de l'analyse a mis en exergue l'intérêt grandissant du public pour l'économie sociale, mais uniquement lorsqu'il en est informé. Ce constat peut-il amener les acteurs éducatifs⁴ à adapter leur formation aux besoins de jeunes (et moins jeunes) en quête de sens ?

1 Programme du Bureau Economique de la Province (BEP) destiné à booster l'esprit d'entreprendre chez les étudiants du pôle académique namurois. <http://www.bep-entreprises.be/animation/challenge/>, consulté le 14/07/16.

2 Volet social et solidaire du Challenge Etudiants, axé sur l'économie sociale et les relations Nord-Sud et géré par la FUCID, en partenariat avec le BEP. <https://fairacademy.net/>, consulté le 14/07/16.

3 Frédérique Konstantatos de SAW-B, Honoré Tchatchou du SPW Environnement, Lorenzo del Marmol de Wise cluster, Corine Roland et Coralie Dufloucq du BEP et Anne-Sophie Tirmarche de la FUCID.

4 Cette analyse ne s'attarde pas sur les volets « éducation permanente » et « éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire » d'organisations d'économie sociale telles que SAW-B, Oxfam-Magasins du monde, Terre ou encore IDEES, mais ceux-ci méritent d'être mentionnés.

Le BEP

L'édition 2016 du Challenge Etudiants se termine à peine, et Coralie Dufloucq, gestionnaire de projets au BEP, parle déjà de créer un module consacré aux « nouveaux modèles économiques » au sein du « NEC » (Namur Entrepreneurship Center), soit le programme de formation de l'Incubateur Etudiants⁵. « On s'est rendu compte que *plusieurs projets du Challenge Etudiants correspondaient vraiment aux principes de l'économie sociale. Et le BEP veut répondre au mieux aux besoins des jeunes entrepreneurs* », explique-t-elle.

Julie Hermans, professeure d'entrepreneuriat à l'UCL et professeure visiteuse à l'UNamur, suggère par ailleurs au BEP d'encourager l'entrepreneuriat collectif chez les candidats, propice selon elle à la réflexion autour des caractéristiques de l'économie sociale : « *Quand on travaille en équipe, on doit se poser des questions qui sont plus directement liées aux principes de l'économie sociale, comme la prise de décision, l'envie ou non d'aller vers un projet coopératif... Les ateliers du BEP peuvent être aussi l'occasion d'aborder ces sujets* ».

L'enseignement supérieur

Si le BEP, fort du constat de l'engouement des jeunes pour l'économie alternative, a assez vite saisi la balle au vol, qu'en est-il de l'enseignement supérieur ?

L'économie sociale dans l'enseignement supérieur : l'aiguille dans la botte de foin ?⁶

Les cours consacrés à l'économie sociale, souvent à option, touchent surtout un cercle d'initiés, à défaut de faire connaître cette alternative à un plus large public. On nous dit que la transition ferait son petit bonhomme de chemin dans le paysage de l'enseignement supérieur... mais le chemin est encore long⁷.

« *On commence à recevoir pas mal de demandes d'animations et d'ateliers sur l'économie sociale dans les écoles supérieures comme l'Ephec* », explique Kristel de Knibber de SAW-B. « *Par exemple, COOPCITY⁸ va développer des programmes de sensibilisation à l'entrepreneuriat social dans les écoles de commerce. Cela arrive plus qu'avant.* » En faculté de Saint-Louis, selon Frédérique Konstantatos, coordinatrice communication et plaidoyer chez SAW-B, les juristes auraient organisé un séminaire sur le droit comme outil pour faciliter la transition économique et écologique. Julie Hermans annonce quant à elle que l'UCL envisagerait la création d'un cours d'économie sociale au niveau du bachelier (un cours à option est déjà proposé en master). Et comment ne pas mentionner les formations longues⁹ proposées par l'Académie des entrepreneurs sociaux à Liège ?

5 Dans le cadre du Plan Marshall 4.0, le BEP est chargé de mettre sur pied un Incubateur qui permette aux étudiants de créer leur entreprise en parallèle de leurs études. Le Challenge Etudiants s'inscrit en amont du processus de mise en place de l'incubateur. Pour plus d'informations : <http://www.bep-entreprises.be/animation/challenge/porte-entree-incubateur-etudiant-nec/>, consulté le 15/07/16.

6 Ce paragraphe, modeste introduction au débat, ne constitue pas une liste exhaustive des cours et options liés à l'économie sociale dans l'enseignement supérieur de Belgique francophone.

7 Le Baromètre des entreprises sociales en Belgique dresse d'ailleurs le constat que « l'enseignement dispensé dans les business schools semble (...) déconnecté des réalités socio-économiques » (S. Mertens, M. Bouchat (coord.), Baromètre des entreprises sociales en Belgique, édition 2016, Académie des entrepreneurs sociaux, HEC Liège, p. 19. En ligne <http://www.academie-es.ulg.ac.be/administration/upload/barometre/Barometre2016.pdf>, consulté le 13/07/16).

8 Le futur centre de l'entrepreneuriat social, coopératif et collaboratif à Bruxelles. <http://www.saw-b.be/spip/COOPCITY>, consulté le 11/07/16.

9 La finalité «Management des entreprises sociales» au sein du Master en Sciences de Gestion et le Certificat d'Université en Management des entreprises sociales. <http://www.academie-es.ulg.ac.be>, consulté le 11/07/16.

Mais à quand des syllabi où Karl Polanyi¹⁰ côtoierait Adam Smith ? À quand une place pour l'économie sociale dans les cours généraux d'économie¹¹ ? On peut se réjouir de l'existence de cours à option en économie sociale, encore davantage de l'avènement de l'économie sociale dans les tronc communs, mais pour sensibiliser un plus grand nombre d'étudiants, quoi de plus efficace que la transversalité ? « *Dans le cours interfacultaire d'introduction à l'entrepreneuriat (à l'UNamur), il y avait une session « entrepreneuriat social », qu'on a supprimée cette année* », explique Julie Hermans. « *On s'est rendu compte que si on faisait une seule session d'économie sociale – 2h sur tout le cursus – on n'arrivait pas à toucher les étudiants. Donc, ce qu'on a implémenté à partir de cette année et qui a beaucoup mieux fonctionné, c'est de parler de façon transversale, à toutes les sessions, d'entrepreneuriat social et d'alternatives économiques.* »

L'entrepreneuriat social¹² et l'économie sociale auront-ils un jour une place de choix dans les cursus de base d'une université telle que celle de l'UNamur¹³ ? Vraiment pas évident : si certains cours de l'option « innovation et créativité » en entrepreneuriat « touchent l'économie sociale du bout des doigts », ce sujet y est rarement central. « *Le cours de « sustainable innovation » l'évoque, mais la « soutenabilité » ne porte pas uniquement sur le pilier social, elle inclut aussi l'aspect environnemental et financier* », explique Julie Hermans. Sensible à la question des alternatives économiques, celle-ci essaye, petit à petit, de mettre en avant l'entrepreneuriat social dans ses cours¹⁴.

Pourquoi l'économie sociale se fait-elle une place au soleil dans certaines institutions étrangères et reste-t-elle à l'ombre dans d'autres, comme à l'UNamur ? La constitution des programmes de cours dépendrait des domaines de recherche choisis par l'université. « *Pour qu'un cours de spécialisation, comme l'entrepreneuriat social ou l'économie sociale, soit proposé, l'idéal est qu'une recherche soit développée dans ces domaines. Or, ce n'est pas le cas de l'Université de Namur* », indique Julie Hermans. « *En effet, la spécialisation dans certaines disciplines constitue la plus-value d'une université par rapport à une autre, et l'UNamur a opté pour un autre choix.* »

« *Dans quelle mesure cela peut-il changer ?* », s'enquière le jury du Challenge Etudiants. « *Ce sont des intérêts de recherche* », poursuit Julie Hermans. « *On ne peut pas tout faire, on est une petite université. Pour pouvoir être efficace, il faut avoir des centres de recherche qui ont une masse critique suffisante. Le choix est parfois douloureux, parce qu'il peut nous faire rater certaines évolutions sociétales. Néanmoins, l'économie sociale pourrait trouver sa place dans certains centres ou groupes de recherche, comme NAGRIDD (groupe de recherche en développement durable).* »

10 Économiste et sociologue hongrois qui préconisait un ré-encastrement de l'économie dans le social.

11 L'expression « cours généraux » désigne ici les cours d'introduction à l'économie, dispensés dans la majorité des bacheliers, et qui s'adressent donc à un large public (de juristes, ingénieurs, politologues, historiens...). Il peut s'agir de cours d'économie politique, de microéconomie ou encore de macroéconomie (cette dernière discipline se prêtant toutefois moins à l'introduction du concept d'économie sociale).

12 Le concept d'«entrepreneuriat social», dans la tradition anglo-saxonne, caractérise les entreprises à impact social, mais qui sont moins soucieuses du partage des richesses et du pouvoir. « C'est compatible avec l'économie sociale, mais l'économie sociale, ce n'est pas que l'entrepreneuriat social : tu as des logiques beaucoup plus citoyennes, de bénévolat, etc. », explique Frédérique Konstantatos. « Quand tu es dans une conception anglo-saxonne, tu ne te concentres que sur la finalité et tu passes un peu à côté des autres questions, mais en Belgique, entrepreneuriat social et économie sociale sont largement compatibles. » Pour aller plus loin, voir l'analyse de SAW-B, « Entrepreneuriat social et économie sociale » : <http://www.saw-b.be/EP/2009/A0916.pdf>, consultée le 16/07/16.

13 Les intervenants étant namurois, il est normal que l'institution universitaire servant d'exemple soit l'UNamur, mais cela aurait pu être dit d'autres institutions.

14 « En cours du soir, on a un cours d'innovation et un cours d'entrepreneuriat où, de nouveau, on ne parle pas forcément d'entrepreneuriat social, même si cette année, j'ai essayé de le mettre plus en avant. Par exemple, je parle des statuts normaux et des statuts à finalité sociale, des coopératives... Ce sont des choses que j'essaie de faire venir petit à petit. », précise-t-elle.

Cette nécessité du « choisir, c'est renoncer » en matière de recherche se comprend aisément. Mais l'impact du choix des sujets de recherche sur les programmes de cours pose question : chaque année, des milliers d'étudiants¹⁵ peuvent arriver à la fin de leur cursus sans jamais avoir entendu parler d'économie sociale et, vraisemblablement, de toute autre alternative économique. N'y a-t-il pas là un manque à gagner flagrant dans une formation en économie qui vise, notamment, à sensibiliser à la responsabilité sociétale¹⁶ ?

Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? Quelques pistes...

Limiter la dépendance entre choix de recherche et programme des cours de base

Il ne s'agit pas ici de révolutionner le monde de la recherche – une recherche de qualité en économie sociale a bel et bien lieu dans diverses institutions – mais de s'interroger sur le partage des fruits de cette recherche dans la formation des étudiants. Une anecdote qui en dit long : à l'occasion de la campagne de sensibilisation Campus Plein Sud¹⁷, axée en 2016 et 2017 sur l'économie sociale, la FUCID a organisé une visite du groupe Terre asbl, une entreprise d'économie sociale basée à Herstal et active dans le recyclage de vêtements. Séduits par la visite, les participants ont partagé leur enthousiasme avec une étudiante en sciences économiques qui, à leur grand étonnement, n'avait jamais entendu parler d'économie sociale. Si la recherche d'une institution est exempte d'économie sociale, pourquoi ne pas inviter occasionnellement des professeurs d'autres universités pour initier les étudiants à cette alternative ?¹⁸

Par ailleurs, est-il indispensable qu'une université se spécialise en économie sociale pour que les différents principes¹⁹ de celle-ci soient passés en revue dans certains cours généraux ? Faut-il qu'un-e professeur-e de microéconomie se munisse d'une casquette de chercheur-euse en économie sociale pour consacrer l'un ou l'autre cours au modèle mutualiste ou coopératif ?²⁰ Aborder des cas d'entreprises sociales dans un cours de microéconomie présenterait en effet l'avantage de mettre en exergue des « comportements ouverts sur les autres » et « des liens sociaux faisant place à la solidarité ». Deux traits qui « sont à l'opposé des hypothèses du modèle microéconomique standard, fondé sur l'intérêt égoïste et le marché auto-organisé »²¹.

Mettre sur pied un plaidoyer vis-à-vis de l'enseignement supérieur

SAW-B, active dans le plaidoyer politique, voit un réel intérêt à investir le champ académique : « *Je crois que c'est aussi la vocation de l'université de donner un bon aperçu de la biodiversité économique* », explique Frédérique Konstantatos. « *C'est dans notre plan stratégique de toucher plus les étudiants susceptibles de devenir des entrepreneurs. Mais ce n'est pas nous qui allons frapper à la porte du recteur, ça se construit dans l'interpersonnel.* » Une opportunité de plaidoyer commun se profile donc pour SAW-B et la FUCID, ancrée sur le campus de Namur, mais aussi le groupe

15 Comme indiqué précédemment, dans la majorité des départements, les étudiants suivent, dans leur cursus, au moins un cours d'introduction à l'économie.

16 <https://www.unamur.be/eco>, consulté le 19/07/16.

17 Une campagne interuniversitaire sur les relations Nord-Sud (<http://www.cps-blog.org>, consulté le 19/07/16).

18 Selon Julie Hermans, des professeurs de Liège sont déjà venus parler d'entrepreneuriat social dans les cours d'entrepreneuriat. Une pratique qui pourrait donc s'appliquer aussi aux cours d'économie, quel que soit le département au sein duquel ceux-ci sont dispensés.

19 La finalité de service à la collectivité, l'autonomie de gestion, le processus de décision démocratique et la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.

20 L'un ou l'autre professeur d'économie aborde peut-être, à notre insu, le thème de l'économie sociale dans certains cours. Mais quelques échanges avec des professeurs et étudiants laissent penser que cela arrive assez rarement.

21 H. Defalvard, « Les fondements microéconomiques de l'économie sociale et solidaire », Chaire d'économie sociale et solidaire - Université Paris Est, Cahier de recherche, 2012, n°2. En ligne http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-2674_fr.html, consulté le 18/07/16.

de réflexion « Rethinking Economics »²² qui plaide en faveur d'une plus grande ouverture dans l'enseignement des sciences économiques.

Même si la promotion d'un enseignement renouvelé en sciences économiques se justifie par des arguments scientifiques et sociétaux, la première partie de notre analyse a montré que les jeunes générations sont en attente d'un discours économique plus en phase avec leurs valeurs. Alors qu'on assiste au boom des inscriptions dans les filières relationnelles et médicales (info-com, psychologie, médecine, kiné, etc.), les sciences économiques ne s'éloignent-elles pas de plus en plus des aspirations des jeunes, en proposant une formation mathématisante et un titre d'ingénieur en économie ? Appartenant aux sciences humaines, comme l'histoire et l'analyse politique, les formations en sciences économiques ne sont-elles pas envoutées par l'éclat des sciences exactes ? Quitte à oublier leur rôle sociétal propre.

L'économie sociale a le vent en poupe et suscite l'intérêt de différents acteurs de l'éducation : le BEP a récemment annoncé une modification dans l'offre de sa formation pour mieux rendre compte de la diversité des modèles économiques ; une petite partie du monde académique a pu saisir au vol l'engouement du public pour l'économie sociale et l'entrepreneuriat social, qui figurent timidement au programme de certaines universités et Hautes Ecoles.

Mais cette évolution est toute relative : si l'économie sociale pointe parfois le bout de son nez dans le cursus d'entrepreneuriat, elle reste aux abonnés absents dans les programmes de cours de base en économie, toutes facultés confondues. En cause, d'après les enseignants : la dépendance des programmes de cours aux choix de recherche posés par les universités.

Il serait pourtant possible d'injecter cette alternative économique dans les cours : via la création d'un cours d'économie sociale dans le bachelier en sciences économiques ou l'intégration, dans tout cours qui s'y prête, du marketing à la finance, d'ateliers consacrés à l'économie sociale (des professeurs spécialisés issus d'autres universités pourraient être sollicités) ; via une approche transversale, plus efficace, grâce à laquelle l'économie sociale jalonerait notamment des cours d'économie « généraux » (économie politique ou microéconomie) et toucherait ainsi un large public.

La mobilisation des candidats au Challenge Etudiants et à la FAIR Academy pourrait bien être le point de départ d'un plaidoyer du monde associatif vers le monde académique. Car, comme le soulève Frédérique Konstantatos de SAW-B : « *L'enseignement supérieur est un vecteur important, si l'on veut agir sur la société* ».

Afin d'ouvrir cette réflexion non seulement à d'autres structures - du monde associatif et académique, entre autres - mais aussi à d'autres alternatives économiques, la FUCID a créé, au sein du groupe « Tout Autre Ecole » du mouvement « Tout Autre Chose », un sous-groupe de réflexion et de participation citoyenne consacré à l'enseignement supérieur²³. Des ateliers participatifs ont lieu, à cette fin, le 12 octobre 2016²⁴. Et, dans le cadre de la semaine d'actions Tout Autre Enseignement Supérieur, Rethinking Economics introduira le débat sur le cursus en économie lors du midi de la FUCID du 23 février 2017. Le début d'un long processus...

Anne-Sophie TIRMARCHE

Chargée de projet

Forum Universitaire pour la Coopération Internationale au Développement (FUCID)

22 <http://www.rethinkeconomics.org>, consulté le 19/07/16.

23 <https://www.toutautrechose.be/taesup>, consulté le 03/01/17.

24 Ibid. pour le compte rendu.



FUCID

Forum Universitaire pour
la Coopération Internationale
au Développement
FUCID